

LA PRESSE “ÉCOFIN” QUOTIDIENNE BELGE FRANCOPHONE

Éléments d’histoire

Laurence Mundschau¹

Fin 2001, l’Association belge des éditeurs de journaux² publie les chiffres de vente des quotidiens belges pour les trimestres écoulés. On constate alors qu’après quelque cinq ans de croissance régulière en terme de tirage et de diffusion payante, les deux quotidiens belges plus particulièrement versés dans l’information économique et financière –le *Financieel Economische Tijd* pour la partie néerlandophone, et *L’Écho*, pour la partie francophone–subissent un tassement, et non des moindres. Ainsi, pour *L’Écho*, en 2001, le tirage, c’est-à-dire le nombre de journaux imprimés chaque jour, baisse de 7%. Et la diffusion payante, c’est-à-dire le nombre de journaux achetés chaque jour, de 11,7 %.

Pour 2002, seuls les chiffres des trois premiers trimestres sont officiellement connus. Ils confirment ce tassement, puisque si l’on établit une moyenne sur douze mois, c’est-à-dire de septembre 2001

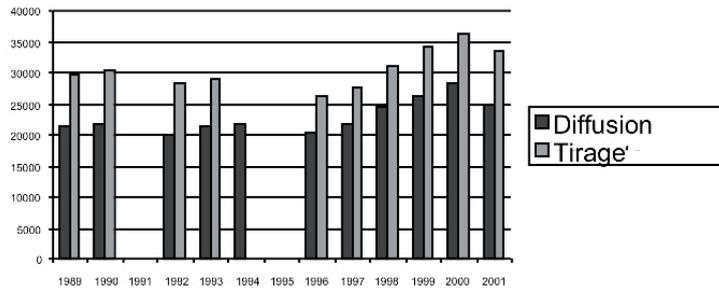
¹ Laurence Mundschau est assistante au Département de communication de l’UCL, membre de l’Observatoire du récit médiatique (O.R.M.).

² [http : //www.jfb.be](http://www.jfb.be)

Recherches en communication, n° 23 (2005).

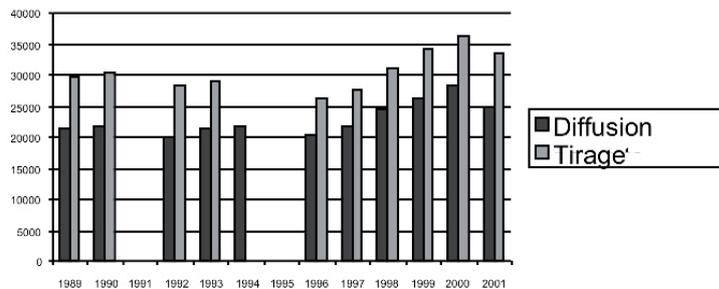
à septembre 2002, on s'aperçoit que la diffusion payante de *L'Écho* a chuté de 15,69% et celle du *Tijd* de 10,58%.

L'Echo de 1989 à 2001



Désormais, semble-t-il, la crise qui depuis 1994, gangrène surtout les quotidiens généralistes, comme le montre la courbe du graphique ci-dessous, se met à aussi gagner le monde de la presse économique et financière (“écofin”).

L'Echo de 1989 à 2001



Certaines des explications avancées pour commenter cette chute de la presse “écofin” ont pour épïcêtre les événements terroristes du 11 septembre 2001. Beaucoup plus durement que lors de la Guerre du

Golfe en 1991, celle-ci subit, par ricochet, la récession qui touche l'ensemble des secteurs économiques et boursiers mondiaux.

Une autre hypothèse explicative pourrait aussi être avancée. On pourrait en effet se demander si, conjointement à cette cause conjoncturelle (les événements terroristes et le krach boursier qui s'en suit), il n'existe pas une cause plus structurelle qui serait la saturation du lectorat. En d'autres mots, on pourrait se demander si cette presse “écofin” n'a pas atteint la limite possible de ses parts de marché sur un territoire belge qui compte environ 5,5 millions de lecteurs de quotidiens¹.

Traiter de parts de marché revient à parler de concurrence. Pour appréhender celle que subit un quotidien comme *L'Écho*, on peut, entre autres choses, remonter le temps et tenter de dresser une rétrospective des naissances, des décès, des crises et des succès des journaux belges à thématique économique depuis l'indépendance en 1830. C'est ce que nous nous proposons de faire ici, en nous consacrant surtout à la presse francophone. En filigrane, les éléments d'histoire ici rassemblés nous permettront de déterminer diverses caractéristiques propre à la presse “écofin” aux différentes périodes de son évolution.

Vénérable *Écho*

En 1981, la presse belge francophone fête le centenaire d'un quotidien économique important en termes de diffusion et de tirage : *L'Écho*, alors encore appelé *L'Écho de la Bourse-Agefi*, suite à son rachat du quotidien *L'Agence économique et financière* le 1er juillet 1980. Paru pour la première fois le dimanche 22 mai 1881, *L'Écho de la Bourse* se rappelle cette naissance dans une édition spéciale “100 ans” de 40 pages datée du 9 octobre 81. Tout au long du siècle, il a gardé son statut de tête de classe des médias boursiers et financiers belges. En 1959, en effet, un numéro “presse financière” du *Courrier hebdomadaire du CRISP* évalue qu'en tirant “légèrement au dessus des 15.000 exemplaires”, *L'Écho* “représente à lui seul plus de la moitié du tirage total de presse financière belge”². Les six autres titres que compte alors cette presse se partagent de manière inégale les 15.000 exemplaires restant :

¹ Sur la base des chiffres publiés par l'Association des journaux francophones belges.

² “La presse financière en Belgique”, *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 35,

- 5.000 exemplaires pour *L'Agence économique et financière*, édition belge d'une Agence internationale fondée en 1909 ;
- 2.000 exemplaires pour *La Cote Libre*, fondée en 1868, et *L'Avond-Echo*, alors unique titre économique néerlandophone né en 1885 et dont le *Financieel Economische Tijd* reprendra le flambeau ;
- 1.000 exemplaires pour *Le Courrier de la Bourse et de la Banque*, paru pour la première fois en janvier 1896, ainsi que pour *Le "Monimat"* (ou *Moniteur des intérêts matériels*), le doyen de l'équipe, puisque fondé en 1851 ;
- et enfin, 500 exemplaires pour le dernier né de la bande, *L'informateur économique et financier*, paru à partir de 1913.

Certes, ces données chiffrées s'établissent sur base de "déclarations d'éditeurs". Mais en 1989, soit trente ans après l'étude du CRISP, et à une période où le CIM (Centre d'information sur les médias) certifie tirage et diffusion en Belgique, on constate que le volume du tirage de la presse économique et financière francophone s'est globalement maintenu aux alentours des 30.000 exemplaires.

Ce qui a changé, par contre, c'est le nombre de titres. À l'exception de *L'Écho*, les six autres titres ont soit disparu, soit été absorbés, notamment par *L'Écho*.

Pourtant, né pour la plupart avant le siècle, ces titres boursiers et financiers avaient tous résisté bravement aux outrages du temps. Non s'en s'éroder, certes, puisque ce même dossier du CRISP évalue le tirage de *L'Écho* en 1959 –pour rappel, 15.000 exemplaires–, à moins de trente pour cent de son tirage d'avant 1930. Ainsi donc, avant 1930, *L'Écho de la Bourse* aurait tiré à quelque 50.000 exemplaires. Et il était autrement mieux entouré de titres concurrents, à en croire les répertoires de titres de la presse belge dont dispose les chercheurs.

Par parenthèse, notons que jusqu'aux années 90, ces répertoires de titres, tout comme les monographies d'histoire de la presse, s'attachent surtout à détailler l'idéologie politique et l'organisation socio-économique des journaux "généralistes". Signe des temps, ce n'est que récemment que la presse "écofin" fait l'objet de recherches, mettant fin à ce que Jacques Henno, auteur d'un des rares ouvrages en la matière, appelle une "injuste indifférence" des universitaires face à cette matière¹.

9 octobre 1959, pp. 2-12.

¹ J. HENNO, *La presse économique et financière*, Paris, P.U.F, coll. "Que sais-je ?"

Heureusement, même sobres, même incomplets, les répertoires des titres permettent à tout le moins un premier repérage des journaux particulièrement concernés par l'information "économique, industrielle et financière". Nous n'utilisons pas ces termes "économique, industrielle et financière" par hasard. Car c'est bien ainsi que s'auto-définit l'Union qui rassemble les éditeurs de cette presse, Union aujourd'hui disparue. Et très souvent, le titre ou le sous-titre de ces journaux inclut lui aussi ces termes.

Ainsi, par exemple, de 1830 à 1920, outre les journaux déjà cités, la Commission belge de bibliographie¹ repère pas moins de vingt titres bruxellois, dont une dizaine de quotidiens, qui incluent ces mots². Peut-être faudrait-il ajouter à cette liste d'autres titres, à l'intitulé plus vague, mais au contenu tout aussi spécialisé. Peut-être faudrait-il en oter des organes vraiment trop confidentiels. Quoi qu'il en soit, ce foisonnement permet à tout le moins de penser que cette presse là aussi a un passé digne d'intérêt.

L'attention au titre (et au sous-titre), haut lieu de l'identité d'un journal, a également son importance dans la mesure où elle permet d'avancer dans la réflexion sur la nomenclature de la presse "écofin" par rapport à la presse dite "généraliste". Ainsi, au sortir de la seconde guerre mondiale, *L'Écho de la Bourse* a toujours pour sous-titre celui

n° 2743, 1993.

¹ J. LEMAIRE, "Tableau chronologique des journaux parus à Bruxelles (1649-1914)", *Bulletin de la Commission belge de bibliographie*, Bruxelles, 1973.

² *L'organe de l'industrie et du commerce*, quotidien in-folio paru du 1er mai au mois d'août 1832 ; *L'industrie et le commerce belges*, journal spécial du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des banques et d'annonces générales, paru dès 1858 ; *Le courrier du commerce*, quotidien de 1865 ; *La gazette de la Bourse*, dont le premier numéro paraît le 28 septembre 1873 ; *L'Europe. Politique, économique et financière*, parue de 1879 à 1882 ; *L'économiste belge*, quotidien paru de 1888 à 1901 ; *L'impartial financier*, né en 1890 ; *La cote des mines d'or*, quotidien in-folio né en 1895 ; *Le quotidien financier*, paraissant trois fois par jour en Bourse dès 1896 ; *L'autorité. Financière, industrielle, commerciale et politique*, quotidien de 1897 à 1899, puis hebdomadaire dès le 3 novembre 1899 ; *Le messager de la Bourse*, fondé en 1900 ; *L'Essor économique universel. Économie politique, industrie, commerce, colonies, finances*, fondé en 1901 ; *Le travailleur. Journal industriel et commercial* né en 1902 ; *Les nouvelles télégraphiques financières*, fondées en 1903 ; *L'information financière*, quotidien de 1904 ; *La petite cote. Quotidienne et financière* de 1905 ; *Le petit quotidien. Journal d'information financière* né en 1907 ; *Le mercuriale. Industrie, commerce, finances, statistiques*, fondé lui aussi en 1907 ; *Le petit écho de la finance*, quotidien de 1908 ; et *La journée financière économique, commerciale et industrielle*, quotidien de 1910.

de ses débuts : “Journal financier, industriel et commercial paraissant tous les jours de bourse”, *Le Monimat* continue d’être un “quotidien d’information et de commentaire économique et financier”. Jusqu’au milieu des années 60, l’Association des éditeurs de journaux, qui publie chaque année un annuaire de la presse belge, range tous les titres économiques dans la catégorie “presse spécialisée”. Ils s’y trouvent aux côtés des quotidiens sportifs et du *Lloyd anversois*, un quotidien publié depuis le 20 mars 1858 par des courtiers de navire soucieux de défendre les intérêts du port d’Anvers. Cette partition “généraliste/spécialisé” reste claire jusqu’au début des années 70, lorsque le sous-titre de *L’Écho* se met à l’auto-désigner comme “quotidien d’information générale-Politique, économie, industrie, finances”. Ce changement lui vaut de passer dans la catégorie “presse généraliste” de l’annuaire des éditeurs dès 1971, alors les autres titres (*Le Monimat*, *l’Agefi*, *Le courrier de la Bourse et de la banque...*) restent rangés dans la catégorie “spécialisée”.

Mais revenons à la concentration du nombre de titres, notamment dans le giron de *L’Écho*. En 1971, l’Indicateur des publications de l’Office interdiocésain de la presse déclare de *L’informateur* et du *Monimat* qu’ils “ne sont plus des journaux au sens strict du mot”, et de *La cote libre* “qu’elle a perdu son importance” car “son audience a été fortement réduite”. Certes, les titres *La Cote Libre* ou *Le Courrier de la Bourse et de la Banque* continuent à être répertoriés jusqu’en 1994 dans l’annuaire des éditeurs. Mais cela fait presque dix ans que leur société éditrice est basée dans les murs du leader du marché, *L’Écho*. Celui-ci rachète également une bonne part du capital de *L’Agefi* Belgique en 1980. La publication disparaît et le titre *Agefi* est alors accolé à celui de *L’Écho de la Bourse*. Il disparaît définitivement le 2 octobre 1990, lorsque *L’Écho* abandonne aussi son appellation “de la Bourse”.

Ce jour-là, dans son éditorial, le rédacteur en chef Freddy Melaet écrit : « La connotation boursière de notre titre constituait un obstacle (...) Il fallait briser ce carcan, pour atteindre un public élargi (...). Le changement de notre titre est une affirmation : *L’Écho* est le journal du monde des affaires ». Et il ajoute : « Ces dernières années, *L’Écho* est devenu autant économique que financier, plus universel aussi ».

À se plonger dans les vieilles éditions de *L’Écho*, on se dit pourtant que cet élargissement dont parle Melaet est loin d’être récent. Dès le 8 décembre 1881 en effet, soit huit mois après son lancement, *L’Écho* publie un billet en première page où il utilise déjà le verbe “s’élargir” : « En devenant tri-hebdomadaire, notre cadre peut s’élargir ; nous pour-

rons parfois, en dehors des matières financières, aborder tel sujet d'économie politique ou sociale, d'histoire, de droit ou d'art. Nous voulons aussi tenir notre public plus au courant des faits généraux d'actualité qui peuvent l'intéresser ». Dès 1887, *L'Écho* tire chaque dimanche un "supplément littéraire et scientifique" de quatre pages. Cent ans plus tard, il "publie une rubrique automobile, commente des films et des pièces de théâtre, contient des informations sur le marché de l'art, de la musique et des livres". Bref, il entre dans une catégorie que Serge Guérin appelle "l'économique grand public".

Pour rappel, Serge Guérin, lui aussi un des rares auteurs d'un ouvrage consacré à la presse économique et financière¹, propose une typologie où les titres de la presse française sont à placer le long de deux axes croisés allant du journal le plus spécialisé au plus généraliste et du plus financier au plus économique.

Si l'on ajoute à cette typologie une perspective chronologique, on peut donc dire qu'au fil du temps, et plus particulièrement entre 1970 et 1990, la presse "écofin" francophone belge a évolué dans le sens d'une plus grande généralisation. D'une part, les titres boursiers disparaissent ; d'autre part, le leader du marché depuis toujours (*L'Écho*) choisit petit à petit de quitter son statut initial de quotidien spécialisé en bourse et finances et d'intégrer des informations "généralistes". Le moyen terme entre le "tout financier" et le "tout généraliste" a pour nom "économie", affirme Guérin. Ou, pour reprendre le terme de Freddy Melael, celui de "monde des affaires".

Il convient maintenant de voir en quoi l'hybridation de ce quotidien spécialisé qu'était *L'Écho* concorde avec l'arrivée sur le marché de concurrents potentiels : les pages et les suppléments économiques des quotidiens généralistes.

Dans les quotidiens généralistes

Nous sommes le 25 mars 1983. Le quotidien francophone *Le Soir*, dans la foulée d'une politique de suppléments inaugurée en 1975 avec son agenda culturel, publie le premier supplément économique de la presse quotidienne francophone. Baptisé *L'Économie aujourd'hui*, il se distingue cependant des suppléments tels que nous les connaissons

¹ S. GUÉRIN, *La presse économique et financière*, Paris, CFPI, 1991.

aujourd'hui. En effet, il est publié sous le même grand format –format dit “broadsheet”– que le quotidien, ce qui en fait une sorte de cahier étoffé paraissant chaque vendredi.

À l'époque, ce nouveau produit n'est pourtant pas le seul hebdomadaire à traiter d'économie et de finances. Dès 1970, en effet, le groupe Roularta a créé un magazine néerlandophone d'abord bi-mensuel, puis hebdomadaire, exclusivement consacré à l'information économique et financière. Il s'intitule *Trends* et son succès est tel que le 22 février 1976, Roularta réunit une rédaction francophone pour publier *Trends-Tendances*.

Le 21 janvier 1989, c'est au tour de l'autre quotidien francophone généraliste qu'est *La Libre Belgique* de lancer son supplément économique. *La Libre Entreprise*, c'est son nom, paraît chaque samedi. Mais, et c'est là sa particularité, elle est le premier supplément belge à opter pour le format tabloïd et le papier “saumon”, à l'image de ce que font déjà, mais au quotidien, deux modèles de poids, l'international *Financial Times* et *Le Figaro* en France. *Le Soir* suivra, optant pour cette couleur saumon en mai 1990, lorsque son supplément économique prendra le nom d'*Eco-Soir*. En 1992, *Eco-Soir* passe également au format tabloïd, mais redevient blanc.

L'apparition de ces suppléments économiques est bien sûr à placer dans le contexte d'un marketing de presse fondé sur le supplément quel qu'il soit. De 1985 à 1995, il en est né de toute sorte, paraissant tous les jours, dans tous les quotidiens et sur tous les thèmes (auto, immobilier, livres, cinémas et... économie).

L'apparition de cette thématique économique s'intègre elle aussi dans un contexte. Elle est l'aboutissement du développement de l'économie dans les quotidiens généralistes. Jusqu'au début des années 80, en effet, la plupart de ces généralistes se contentent de publier la cote boursière et le cours des changes, assortis de rares commentaires rédactionnels complexes.

Mais, petit à petit, la “chose économique” et la vie des entreprises prennent une importance croissante dans le fonctionnement de la société. Pour preuve, l'enquête “L'argent et les Belges” publiée par *Le Soir* durant plusieurs semaines juste avant le lancement de son supplément économique dope les ventes quotidiennes de 35.000 exemplaires. On est en pleine période “yuppies” où fusions, rachats, OPA –dont la célèbre OPA lancée par la Générale par Carlo De Benedetti fin 1987– sont des spectacles qui ne laissent personne indifférent.

Bref, la conscience du public et des journalistes sur les matières économiques se réveille. Les articles financiers se vulgarisent, les portraits de "patrons qui gagnent" se multiplient, les pages économiques des quotidiens se développent, elles prennent la tête d'un second ou d'un troisième cahier. Et se prolongent presque naturellement dans le supplément de la fin de semaine, réalisé "à chaud" par une équipe rédactionnelle spécifique.

Ce développement est-il une concurrence pour un quotidien "spécialisé" comme *L'Écho* ? On pourrait penser que oui, ne serait-ce que parce que les "généralistes" paraissent six jours sur sept, au lieu de cinq pour *L'Écho*.

Toutefois, si l'on observe les chiffres de l'époque, on constate que tant les généralistes que les spécialistes voient leur tirage et leur diffusion grimper. De 1989 à 2000, les ventes de *L'Écho* progressent de 17,6 %. Entre 1980 et 1994, *Trends et Trends-Tendances* voient leur audience passer de 168.300 à 219.900 lecteurs (soit +23 %). Et fin de semaine, grâce à *Eco-Soir* et *La Libre Entreprise*, les ventes de *La Libre* et du *Soir* grimpe d'au minimum 20%¹.

Depuis les années 70, on assiste donc à une double évolution dont l'aboutissement est à chaque fois "l'hybridation" dont nous parlions déjà pour *L'Écho*. En effet, un quotidien boursier –*L'Écho*– s'ouvre à une information plus généraliste, et à tout le moins plus économique. Et parallèlement, la presse généraliste se spécialise, tentant de séduire les milieux d'affaire. Ce chiasme (des généralistes plus spécialistes, et un spécialiste plus généraliste) n'a toutefois pas créé les tensions concurrentielles qu'une augmentation de l'offre pouvait logiquement laisser craindre. La demande du public était en effet elle aussi en croissance. Le gâteau économique que devait se partager la presse spécialisée et la presse généraliste ne cessait de gonfler...

L'avenir

Aujourd'hui, ce gâteau semble avoir atteint sa taille critique. Nous manquons bien sûr de recul. Mais quelques indices le laissent à penser.

¹ F. MATHIEU, *La presse économique grand public francophone. Évolution des relations entre les structures du lectorat et les politiques rédactionnelles dans Éco Soir, La Libre Entreprise, L'Écho et Trends-Tendances*, Mémoire de licence, UCL, 1996-97.

Le Soir, par exemple, au cours de sa réforme de décembre 2000, a supprimé son supplément économique, ou plutôt, l'a refondu dans le quotidien. Rebaptisé *Le Soir Eco*, il paraît depuis le 16 décembre 2000 sous la forme d'un troisième cahier du samedi, comme à ses débuts. Autre indice, en avril 2000, suite à la chute des ventes du samedi, *La Libre Entreprise* s'amincit, préférant elle aussi renforcer le quotidien (et son équipe rédactionnelle) en y rapatriant une série d'informations financières. Enfin, nous avons déjà évoqué la baisse de la diffusion de *L'Écho*, la première de plus de dix pour cent (voire plus, si l'on prend en compte les premiers mois de 2002) depuis cinq ans.

Cette baisse est évidemment à considérer dans un contexte de crise internationale et généralisée de la presse écrite. Seuls des publications "de niche", au rythme de publication lent, semblent s'en sortir aujourd'hui. C'est le cas par exemple de *Bizz*, un des derniers-nés de la presse économique belge, un mensuel "business to business" fondé le 24 septembre 1999 par Roularta. Pour le dire autrement, le succès de "l'hybridation" à laquelle tendaient, chacun à leur manière, *L'Écho*, *Eco Soir* ou *La Libre Entreprise*, semble avoir vécu au profit désormais d'une hyperspécialisation.

Si cette politique de "niche" réussit aujourd'hui particulièrement bien à la presse économique (mais pas seulement), c'est sans doute à cause d'une particularité de son mode de financement. On sait aujourd'hui l'importance de la publicité dans la survie économique des journaux et des magazines. Cela est encore plus vrai pour la presse économique et financière, dans la mesure où, avec la presse féminine, elle est la seule à peser plus lourd sur le marché publicitaire que sur le marché des lecteurs. Selon des chiffres de 1998¹, les rentrées publicitaires de la presse "écofin" magazine sont plus de trois fois supérieure à sa diffusion payante, c'est-à-dire aux rentrées tirées des ventes. Or, et c'est là une autre de ses particularités depuis toujours, la presse "écofin" se vend à un prix plus élevé que la presse généraliste, que ce soit au numéro ou par abonnement.

Du coup, à cause de l'importance de la pub, on comprend mieux la naissance de *Bizz*, ou les velléités de mensuel à destination des PME wallonnes chez IPM, l'éditeur de *La Libre* et de *La Dernière Heure*. La première (et peut-être la seule ?) raison d'être de ces journaux est de gagner un marché publicitaire.

¹ *Media Marketing*, spécial "Presse Magazine", Bruxelles, 1998.

Nous terminerons en pointant une particularité qui, nous semble-t-il, peut être garante de l'avenir de la presse "écofin" : nous voulons parler de sa capacité à investir dans d'autres médias, et plus particulièrement dans les nouvelles technologies. Par exemple, la société éditrice de *L'Écho* est à la base de PressBanking, une revue de presse électronique née en septembre 2000 ; le *Tijd* fut le premier quotidien à investir le web, dès février 95. Côté francophone, *Le Soir* en ligne naît le 5 juillet 96. Miroir du quotidien, il fait cependant pâle figure à côté de L'Échonet, le site réellement interactif et détaché de son support papier que *L'Écho* met en ligne quatre mois plus tard (nov 96) ; le *Tijd* et l'éditeur de *Trends*, Roularta, ont misé sur une chaîne de télévision et un site web strictement économique et financier, Kanaal Z. Lancée le 1er février 1999, la version néerlandophone a été doublée d'un pendant francophone dès le 15 mai 2000. Dernier exemple, le 15 janvier 2000, deux anciens journalistes de *L'Écho* ont lancé un site Internet doublé d'un hebdo papier, *Agefi Wallonie*.

Il serait intéressant d'étudier cette attention de la presse "écofin" aux nouveaux supports et à leur complémentarité avec d'autres médias pour voir s'il ne s'agit pas d'une particularité qui a traversé son histoire. Comment expliquer sinon la longévité de la plupart des titres boursiers que nous avons évoqués ? Dès 1885, par exemple, *L'Écho* se donnait les moyens de publier un supplément en couleur, une carte politique de l'Afrique centrale qui paraît le 22 mars 1885. Aujourd'hui, certes, *Agefi Wallonie* a vécu, et le *Tijd* vient d'hésiter à revendre ses parts dans Canal Z.

Les nouveautés, les créations, ne sont pas sans échecs ni remous. Mais elles permettent de souligner en quoi cette presse est à la fois plus fragile et plus forte, parce que plus directement tributaire des événements qui bouleversent l'économie mondiale. Plus fragile parce qu'elle souffre davantage des attentats terroristes. Plus forte parce qu'elle profite plus rapidement des (r)évolutions technologiques. Cette hypersensibilité laisse en tout cas penser qu'elle porte en elle, potentiellement, les moyens de gagner des zones de lectorat inexplorées. C'est-à-dire de grignoter de nouvelles parts de marché...¹

¹ Cet article est paru, avec des données chiffrées moins récentes, dans la revue *Médiatiques* n° 28, publiée au printemps 2002 par l'Observatoire du récit médiatique (ORM) de l'UCL.

